



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 11/2018 – 1

OBJET : AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP)
Poursuite, par la Communauté de Communes Terres des Confluences, de la
procédure d'approbation de l'AVAP de Moissac, de sa mise en compatibilité avec
le PLU de Moissac et de la modification du PLU de Moissac

L'An deux mille dix-huit et le quatorze du mois de novembre (14.11.2018) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 8 novembre 2018, s'est assemblé à la salle Jules Fromage de Saint-Nicolas-de-la-Grave, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président
M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

Mme ROBIN Nathalie - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°1) - Mme TRESSSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. BENECH Robert - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - Mme GARRIGUES Maïté - Mme BAULU Maryse - M. ANDRAL Maurice - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. FONTANIE Pierre - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. DELLAC Patrick - M. LAFONT Hubert - M. GERARDIN Frédéric - M. DESQUINES Philippe - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte -

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. REMIA Alex
M. KOZLOWSKI Éric
Mme CAMPOURCY Véronique
M. CASSIGNOL Michel
Mme MAERTEN Fabienne
M. GUILLAMAT Pierre
Mme CASTRO Marie
M. VALLES Gérard
M. DESCAZEUX Robert
M. PREVEDELLO Xavier

a donné procuration à M. BENECH Robert
a donné procuration à Mme HURREAU-SAUVET Nadia
a donné procuration à M. PONS Michel
a donné procuration à Mme GARRIGUES Maïté
a donné procuration à M. HENRYOT Jean-Luc
a donné procuration à Mme VISSIERES-DELVOLVE MT
a donné procuration à Mme FEAU Annie
a donné procuration à M. GARGUY Bernard
est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant
a donné procuration à Mme BAJON-ARNAL Jeanine

ABSENTS EXCUSES :

Mme BERGE Marie-Luce
M. CALVI Daniel
Mme CARDONA Muriel (jusqu'au procès-verbal)

ABSENTS NON EXCUSES :

M. CHARLES Patrice
M. GARRIGUES Jean-Claude

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mr Jean-Luc HENRYOT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5211-9 ;

Vu l'article 28 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Loi Grenelle 2 ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu la loi du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;

Vu la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (dite Loi CAP) transformant de plein droit les AVAP et les ZPPAUP en sites patrimoniaux remarquables, régis par les articles L630-1 à L633-1 du Code du Patrimoine ;

Vu l'article 114 de la loi CAP disposant que les projets d'AVAP mis à l'étude avant le 8 juillet 2016 sont instruits puis approuvés conformément aux articles L642-1 à L642-10 du Code du Patrimoine, dans leur rédaction antérieure ;

Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L.642-1 à L.642-10, dans leur version antérieure à la loi CAP ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Moissac, en date du 24 juillet 2008, relative à la mise à l'étude d'un projet de zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Moissac en date du 28 juin 2012 relative à la transformation de la ZPPAUP, initialement lancée, en AVAP ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Locale sur le dossier d'AVAP en date du 13 novembre 2014 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Moissac en date du 12 novembre 2015 arrêtant le projet d'AVAP ;

Considérant que la commission locale de l'AVAP, chargée d'assurer le suivi de sa conception et de sa mise en œuvre, a émis un avis favorable sur le projet alors qu'elle n'était pas régulièrement composée au sens des articles D642-2 et L642-5 du Code du Patrimoine (*dans leur rédaction antérieure*) et que le second volet de la concertation n'avait pas encore été réalisé ;

Considérant qu'en raison des motifs précités, le projet d'AVAP doit de nouveau être arrêté, après qu'il ait été dressé un bilan complet de la concertation et que la commission locale régulièrement composée ait émis son avis ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L153-8 et L153-9 stipulant que l'établissement public de coopération intercommunale peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence ; qu'il se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 en date du 9 septembre 2016 portant création de la Communauté Terres des Confluences par fusion de la Communauté de Communes Terres de Confluences et de la Communauté de Communes Sère-Garonne-Gimone et extension du périmètre fusionné aux communes de Saint-Porquier et La Ville-Dieu-du-Temple au 1er janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°82-2016-11-29-003 en date du 29 novembre 2016 complétant l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 susvisé, fixant parmi les compétences obligatoires de la communauté de communes la compétence planification ;

Vu l'arrêté préfectoral n°82-2017-12-19-002 en date du 19 décembre 2017 portant modification des statuts de la Communauté de Communes ;

Vu les articles L631-2 (version en vigueur) et L642-1 (version antérieure) du Code du Patrimoine disposant que le transfert de la compétence planification à l'EPCI transfère également la compétence en matière d'AVAP ;

Vu les avis de la commission communautaire Aménagement de l'espace, Urbanisme et Ruralité en date du 22 mai et du 24 octobre 2018 ;

Vu les avis du bureau communautaire en date du 18 septembre et du 6 novembre 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Moissac en date du 27/09/2018 sollicitant la Communauté de Communes Terres des Confluences pour poursuivre la procédure d'approbation de l'AVAP, pour engager la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Moissac avec le projet d'AVAP et pour engager une procédure de modification du PLU de Moissac ;

Considérant qu'en vertu des articles précités, la poursuite de la procédure relative à l'approbation de l'AVAP relève désormais de la compétence de la Communauté de Communes à condition que la commune donne son accord et que la Communauté de Communes décide de la poursuivre ;

Considérant que l'article L.642-3 du Code du Patrimoine (*dans sa version antérieure à la loi CAP*) dispose que lorsque le projet d'AVAP n'est pas compatible avec les dispositions du Plan Local d'Urbanisme, l'AVAP ne peut être créée que si celui-ci a été mis en compatibilité avec ses dispositions selon la procédure définie aux articles L.153-54 à L.153-59 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant que le projet d'AVAP est incompatible avec certaines dispositions du PLU de Moissac en vigueur et qu'une procédure de mise en compatibilité doit donc être engagée ;

Conformément aux articles précités, le projet de mise en compatibilité du PLU, via une déclaration de projet, fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'EPCI et des Personnes Publiques Associées (PPA) puis sera soumis à enquête publique portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan.

Au terme de cette enquête publique, au regard des avis émis et des conclusions du commissaire enquêteur et après accord du Préfet, le conseil communautaire se prononcera sur l'intérêt général du projet poursuivi et approuvera les modalités de mise en compatibilité du PLU. Cette délibération commune emportera approbation de l'AVAP et approbation des nouvelles dispositions du Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article R.153-15 du Code de l'Urbanisme.

Considérant que le PLU nécessite également certains réajustements réglementaires ;

Considérant que ces ajustements doivent faire l'objet d'une procédure de modification régie par les articles L.153-36 à L.153-44 du Code de l'Urbanisme ;

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Environnement, l'ensemble des procédures précitées feront l'objet d'une enquête publique unique ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **accepte** de poursuivre la procédure d'approbation de l'AVAP engagée initialement par la commune de Moissac ;
- **accepte** d'engager la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Moissac avec le projet d'AVAP ;
- **dit que** le marché relatif à cette étude est transféré à la Communauté de Communes Terres des Confluences ;
- **dit que** la commune de Moissac verse en conséquence à la Communauté de Communes une subvention d'investissement correspondant au solde du marché en cours pour l'AVAP et au marché conclu pour sa mise en compatibilité avec le PLU mais que les frais de procédure administrative relative à l'AVAP et à la mise en compatibilité sont pris en charge par la Communauté de Communes ;
- **accepte** d'engager la procédure de modification du PLU de Moissac.

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 16/11/18

Publication le : 16/11/18

Notification le : 16/11/18

Membres en exercice :53

Présents :40

Votants :49

Adoptée à l'unanimité des votants